

Genève, canton de tous les excès fiscaux?

Sami Zaïbi, 14.09.2022

4-5 minutes

Une République vorace, dépensière et mal gérée. Voilà le sombre tableau que brosse la Chambre de commerce, d'industrie et des services de Genève (CCIG), dans sa neuvième étude fiscale, parue ce mercredi. Son directeur général, le député PLR Vincent Subilia, entend «tirer la sonnette d'alarme»: «L'heure est véritablement grave. Les importants contribuables sont très mobiles, l'inquiétude chez eux est palpable».

Basée sur des données fédérales et cantonales, l'étude de la CCIG affirme dès son entame que Genève est «le canton de tous les excès». Selon le document, il est triplement «lanterne rouge» de la Suisse en matière fiscale: proportionnellement au nombre d'habitants, il est celui qui obtient le plus de recettes fiscales par habitant, qui exploite le plus son potentiel fiscal, et qui est le plus endetté de Suisse.

Une analyse: [Supprimer un impôt pour créer des emplois? Les Suisses appelés à choisir le 25 septembre](#)

Pyramide fiscale fragile

C'est également l'un des plus dépensiers du pays. Deuxième derrière Bâle-Ville en termes de dépenses totales, Genève arrive en tête des dépenses sociales et de personnel. Problème: peu de personnes y passent à la caisse. En effet, Genève affiche le seuil

d'assujettissement le plus haut de Suisse, avec près de 40% des Genevois qui ne paient pas d'impôt. Ainsi, pour atteindre le «point neutre», soit le point où il ne coûte pas plus qu'il ne rapporte, un célibataire genevois doit gagner un salaire brut de pas moins de 84 000 francs. «Au vu des chiffres, on se rend compte d'une réalité peu connue: la grande majorité de la population ne couvre pas, par ses impôts, la part de services publics dont elle bénéficie», pointe l'étude.

Le document s'inquiète en outre de la «pyramide fiscale fragile» du canton. En effet, seuls 490 contribuables rapportent près de 21% de l'impôt sur le revenu. «En d'autres termes, la pyramide fiscale genevoise ressemble à un triangle posé sur sa pointe», prévient l'étude, qui craint un départ des hauts revenus vers un canton à la fiscalité plus attractive, Vaud en tête. «Aujourd'hui, on est attaqués de toutes parts, s'alarme Vincent Subilia. En trente ans, le bouclier fiscal a été assailli 19 fois. Il y a un climat anti-riche. Or il suffit du départ de 120 personnes parmi les plus hauts contribuables pour réduire de 5% les recettes fiscales, ce qui aurait des conséquences très concrètes.»

Lire aussi: [Des chiffres inédits révèlent l'exode des riches contribuables genevois](#)

«Etude caricaturale»

Alors, Genève a-t-il creusé sa propre tombe? A gauche, on balaie avec véhémence ce constat alarmiste. «Cette étude est caricaturale. Il s'agit d'une prise de position politique, qui à mon sens ne s'inscrit pas dans le rôle d'une association de représentation des entreprises», tonne Romain de Sainte Marie, député socialiste et spécialiste des enjeux fiscaux. Pour le politicien, la crainte d'un exode fiscal est purement fictive: «Depuis une dizaine d'années, le nombre de personnes physiques possédant une grande fortune augmente à Genève. En revanche,

la pyramide fiscale est effectivement déséquilibrée. Cela est inquiétant, pas en raison d'un supposé risque de départ des grandes fortunes, mais parce que cela montre de fortes inégalités de revenus.»

Quant aux comparaisons avec les autres cantons, notamment Vaud, il les rejette d'un revers de main: «A Genève, on est dans un canton avec une forte centralisation des prestations publiques. Il y a par conséquent moins de charges communales que dans d'autres cantons. En raison de ces différences de compétences, la comparaison entre Vaud et Genève ne tient pas. Le seul canton relativement comparable est celui de Bâle-Ville, et là les chiffres sont plus ou moins similaires.»

Lire aussi: [Nathalie Fontanet: «Le contre-projet met en péril la pérennité des revenus fiscaux du canton»](#)

La publication de cette étude intervient dans un contexte politique effervescent. Le vote du budget se tiendra ce jeudi, tandis que les partis commencent à se mettre en branle en vue des élections cantonales d'avril prochain. Au niveau fiscal, le Conseil d'Etat a proposé cet été d'augmenter l'impôt sur la fortune, sous la forme d'un contre-projet à une initiative de la gauche et des syndicats. Une décision qui a fait bondir les milieux économiques.